

pouvons leur demander du dévouement, une collaboration plus active. Et c'est tout le but des lignes que nous écrivons. Si une Revue comme l'Action française s'impose plus que jamais, ils voudront nous aider à la fortifier. Ce n'est pas assez qu'elle vive; il faut que sa vie s'élargisse, qu'elle atteigne tous les esprits de bonne foi qui attendent d'être éclairés. Dans tout le Canada français, il y a au moins 12 à 15,000 compatriotes qui ont le souci des intérêts de la nationalité. Quelle raison peuvent-ils avoir de ne pas lire l'Action française, la revue qui se fait une spécialité de ces intérêts et qui a groupé autour d'elle notre meilleure élite intellectuelle?

N'est-il pas vrai que, pour s'y abonner, le grand nombre n'attendent que d'être sollicités, de lier connaissance avec la Revue, d'en parcourir un ou deux numéros? Lequel de nos lecteurs nous refusera ce service? Les abonnés que nous possédons aujourd'hui ne nous sont pas venus par une autre voie. Ce n'est point par une sollicitation payée que l'Action française s'est fait sa clientèle de lecteurs; c'est par le libre dévouement, par la sollicitation personnelle et gratuite. Si elle a pu traverser victorieusement la période difficile de ses débuts, c'est qu'en chacun de ses abonnés elle put trouver un propagandiste.

Aujourd'hui, qu'elle veut franchir une autre étape, s'égaler à une tâche qui grandit chaque jour, nous le disons tout net; l'Action française ne peut compter sur d'autres moyens de propagande. A des hommes qui, depuis dix ans, tiennent ici la barre, qui, pour maintenir cette œuvre de défense et d'action nationales, prélèvent sur des vies très occupées, des heures de travail souvent